

Nat-Bi

Nat-bi-Naturelle/biologique - Magazine Bimensuel d'informations - Agroécologiques et biologiques - N°11-NOVEMBRE 2020

Ateliers zonaux de formation RENCAS Rôles et responsabilités des organes au menu



PROMOTION DES PRODUITS BIOLOGIQUES ET ÉCOLOGIQUES



Thiès
inaugure
son
complexe
SenBio

P.9

ATELIER ZONAL RENCAS À KAOLACK

Les membres des réseaux fédéraux formés en gestion administrative et financière



Naturelle et Biologique Magazine d'informations Agroécologiques et biologiques -SEPTEMBRE 2020

Rédacteur en chef
Ababacar GUEYE

Comité de rédaction

Ndèye Ndébane WADE NDIAYE, Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Seynabou SALL, Amina SALL THIAM, Abou LY (ADK/THIES), Sidy DIENG

ADRESSE :

AgriBio Services, Quartier AIGLON, derrière la radio Coorkat FM -

Tél : 33 954 17 96/Fax: 33 951 53 37

BP : 781 -THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com
crabesth@gmail.com

Site Web: www.agribioservices.org

*Le magazine Nat-Bi est réalisé par le CRABES
CRABES (Centre de Ressources en Agriculture
Biologique et Economie Sociale et Solidaire), sis
quartier Mbour 1 près du stade Lat Dior sur la
route de Sindia - Tel: 33 951 01 13*

www.crabes.org

Dans le cadre de la mise en œuvre du « Projet de renforcement des capacités techniques et institutionnelles du Réseau National des Calebasses de Solidarité du Sénégal (RENCAS) et de ses membres », un atelier de formation a été organisé les 29, 30 septembre et 1er octobre 2020 au siège d'ASDES à Kaolack.

L'objectif de cet atelier zonal est de contribuer à une meilleure réussite du RENCAS dans son travail de mise en échelle de l'approche calebasses de solidarité au niveau du Programme AdC-Sénégal. Près d'une vingtaine de participantes et participants venus de six organisations partenaires que sont AGRCOL KAFFRINE, ASDES, COCOGEP, FENAGIE, SAPPATE et UCEM ont pris part à cet atelier. Celui-ci consistait à former les responsables du RENCAS et des réseaux fédéraux membres en gestion administrative et financière et d'appuyer la mise en œuvre des connaissances acquises par ces personnes formées au sein de leurs structures respectives (RENCAS et Réseaux Fédéraux).

La tenue de cet atelier est d'une importance capitale. En effet, il a été repéré pendant l'atelier des contraintes dans la gestion des réseaux liés à la régularité des rencontres, au comportement de certains leaders qui ne maîtrisent pas leur rôle et responsabilité, des modes de mobilisation des AVA (Appoint Volontaire Anonyme) qui ne respectent pas le principe de discrétion

et le retard de remboursement de crédits. L'atelier constitue une occasion de revenir en détails sur ces aspects. Ainsi au cours de l'atelier assuré par messieurs Djibril Thiam, coordinateur pays et Samba Mbaye du RENOLSE, plusieurs sessions ont été abordées. Il s'agit des connaissances mutuelles des participants, les expériences en matière de gestion des réseaux, caractéristiques d'un réseau idéal, rôles et responsabilités des leaders et des organes, outils de gestion d'un réseau et expériences en matière d'achat groupé.

Au terme des échanges sur ces aspects, les travaux de groupes ont fait ressortir les principes de fonctionnement des calebasses et les outils de fonctionnement des réseaux de proximité et fédéraux qui présentent les avantages de rendre transparente la gestion pour permettre la confiance entre les membres et garder la crédibilité et le respect mutuel.

Comme à Thiès, les participantes et participants ont défini les rôles et responsabilités des leaders, en passant en revue d'abord les qualités ensuite les rôles et responsabilités. L'exercice a concerné les trésoriers, les présidentes et les secrétaires de réseaux.

Plus généralement, l'atelier a cherché également à caractériser : un bon leader de réseau de calebasse, un bon réseau.

Au terme de cet atelier, les participants et participantes ont montré une satisfaction totale.

A.GUEYE

ATELIER DE FORMATION RENCAS À THIÈS les rôles et responsabilités des organes au menu

Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités de ses membres, le RENCAS (Réseau national des Calebasses de solidarité du Sénégal) a tenu, mi-septembre dernier à Thiès, une session de formation sur la gestion administrative et financière des réseaux fédéraux.



Sous l'égide d'AgriBio Services qui assure la coordination nationale d'Action de Carême Suisse au Sénégal et en collaboration avec le RENCAS et le RENOLSE (Réseau National des Organisations de Lutte contre la Soudure et l'Endettement), la cité du rail a abrité, en mi-septembre dernier, un atelier de formation pour outiller les participants sur certains aspects liés au fonctionnement du réseau. Laquelle session qui entre dans le cadre du processus de mise en œuvre du plan d'action du RENCAS avec l'organisation de quatre ateliers zonaux pour l'ensemble des partenaires a été assurée par mesdames

Fatou Guèye Seck et Ndèye Débane Wade Ndiaye avec l'assistance de M. Samba Mbaye du RENOLSE. Ont pris à ce conclave zonal les réseaux fédéraux à l'instar d'ADK (Association pour le développement de Keury Kaw à Thiès), ACCES (Association d'Actions Concertées pour l'entraide et la Solidarité basée à Sindia), RECODEF (Regroupement Communautaire pour le Développement de Familles, basé à Fissel) UGPM (Union des Groupements Paysans de Mekhé), AGRECOL/AFRIQUE (Ong basée à Thiès) et FENAGIE (Fédération Nationale des Gie de Pêche basée à Dakar). Ainsi, les travaux ont tourné autour de points centraux

comme la caractérisation d'un groupement idéal, les rôles et responsabilités du RENCAS, des réseaux fédéraux et réseaux de proximité, les qualités d'un bon leader, les outils de base de la vie associative des réseaux, etc.

La pertinence de la tenue d'un tel atelier réside en effet dans le fait établi qui veut que, pour qu'une organisation soit dynamique et capable d'atteindre ses objectifs, ses membres doivent souvent subir des sessions de formation pour pouvoir exercer leur mission. C'est d'ailleurs ce qu'a compris le RENCAS qui a sollicité cet atelier de renforcement de capacité au profit de ses membres.

« Pour rendre plus efficiente nos activités, il est judicieux de clarifier aux membres leurs rôles et responsabilités. C'est tout le sens de cette session de formation qui ne fait que renforcer les acquis des membres pour le bon fonctionnement du réseau », a expliqué la présidente Mme Coumba Diallo à l'ouverture. Et la présidente du RENCAS de poursuivre pour dire que cette session permet non seulement de clarifier les rôles de chaque organe du réseau mais qu'elle est une occasion d'outiller les membres afin de mieux maîtriser la gestion des réseaux et de faire des actions de plaidoyer. Le directeur exécutif d'AgriBio Services abonde

dans le même sens. « Cette session de formation, s'attèle autour de quelques points essentiels à savoir l'approfondissement des connaissances des participants sur les principes de la gestion administrative et financière des réseaux, le renforcement des capacités techniques des participants et leur permettre de mieux appliquer les principes de la gestion administrative et financière des réseaux dans leur travail », a souligné M. Djibril Thiam.

Aussi et au cours de cette session de formation, l'un des formateurs est largement revenu sur certains aspects liés à la caractérisation d'une bonne organisation. M. Mbaye a ainsi indiqué quelques critères saillants pour qu'une organisation

soit fonctionnelle. De ces critères, fait-il savoir, l'entente entre les membres, la rencontre régulière des instances, l'appropriation de la vision et des missions et la maîtrise des responsabilités. Evoquant les qualités d'un bon leader, les formateurs et les participants ont listé quelques critères qu'un leader devra avoir en bandoulière. Selon eux, un bon leader doit avoir une capacité d'écoute, être tolérant et humble. Il doit être disponible et faire de la transparence dans sa gestion son sacerdoce. Outre ces points, les participants, en toute collégialité, ont défini les rôles de chaque poste et ses missions. Pour prendre en compte leurs préoccupations, des groupes de travail ont été constitués.

Les groupes devaient réfléchir sur les organes du réseau, sur le rôle et la responsabilité des Calebasses de Solidarité (CdS), du Réseau de Proximité (RP), du Réseau Communal (RC), du Réseau Fédéral (RF), du RENCAS et enfin du rôle et de la responsabilité des élus de chaque organe.

Au cours de la restitution des groupe de travail, les participants soutiennent que le RENCAS résulte des CdS, des RP, des RC et des RF. Cependant, ils ont soutenu que les rôles et les responsabilités diffèrent d'un organe à un autre. Les Calebasses de solidarité luttent contre la soudure et l'endettement. Le RP conduit à une croissance économique au niveau de la zone. Quant au réseau

communal, il permet une reconnaissance au niveau de la zone. Le réseau fédéral joue le même rôle et contribue au développement économique de la zone. Pour le rôle et responsabilité de chaque organe, les travaux de groupe ont ressorti des tâches que doivent accomplir chaque organe. Au terme de cette session de formation, la coordinatrice assistante d'AdC a magnifié la richesse des interventions. « *Lagenda a été très vaste et on a pu l'accomplir et ajouter même d'autres aspects qui n'étaient pas prévus. Les réseaux sont engagés malgré les moyens limités. Votre engagement nous donne le courage de continuer la mission* », a témoigné Mme Ndèye Débane Wade Ndiaye. A.G

Résilience face à la COVID-19

La CDS de Bargny fabrique plus de 2000 bouteilles de détergent pour ses partenaires

En marge de l'atelier de formation sur la gestion administrative et financière des réseaux des calebasses de solidarité, tenu mi-septembre à Thiès, avec l'appui de la coordination nationale d'Action de Carême Suisse, Mme Oulimata Kébé revient sur la stratégie que son réseau a développée en fournissant plus de 2.000 bouteilles de détergents à un partenaire pour faire face à la COVID-19 qui n'a que trop duré.

A Bargny, une commune de la capitale sénégalaise, un réseau de proximité, membre de l'organisation partenaire la FENAGIE/PECHE (Fédération nationale des Gie de Pêche) a fabriqué, dans le cadre d'une collaboration, plus de 2.000 bouteilles de détergents pour contribuer à la lutte contre la propagation du virus. Selon la présidente du réseau fédéral de la Féna-gie/Pêche Oulimata Kébé, Oulimata Kébé, ce travail a été une aubaine pour les CDS qui étaient en situation

de détresse avec cette pandémie.

La pandémie du Coronavirus a eu des effets négatifs tant au plan économique et social. Les chefs de ménages sont éprouvés. Dans certaines organisations comme les calebasses de solidarité, les membres sont eux-aussi éprouvés. Néanmoins, plusieurs stratégies ont été développées pour atténuer cette situation.

Plus connue sous le nom de Mamy Kébé, cette jeune dame de taille moyenne, par ailleurs présidente du réseau





des Calebasses de proximité de Bargny, a essayé tant bien que mal à réduire la souffrance de ses collègues qui ne peuvent plus exercer des activités génératrices de revenus. En effet, celles-ci les permettaient de subvenir à leurs besoins. Ces activités contribuaient également au fonctionnement des CDS avec les AVA et les autres mécanismes mis en place. Faute de pouvoir honorer leurs engagements face aux CDS, Mamy a décidé de « déterrer » ses formations acquises antérieurement pour les mettre au profit de ses sœurs. C'est ainsi qu'elle a formé une frange partie de ses membres à la fabrication de détergent.

Pour effectuer ce travail, il faudrait mobiliser une trentaine de personnes. Avec les restrictions prises par l'Etat, il était difficile de regrouper un certain nombre de personnes. Et cela entraînait une baisse de la productivité faute d'effectifs assez conséquent. Battante et ne savoure pas être vaincue, et

sachant que parmi les différents produits qui peuvent atténuer la propagation du virus, il y'a l'utilisation des détergents, Mamy a alors décidé de s'y lancer. Elle a fait appel à trois responsables du réseau fédéral et trois membres des CDS les plus proches pour commencer l'activité. *« La première production a été distribuée à la population afin qu'elle puisse se prémunir de ce virus. Cette action sociale a eu une ampleur qui dépasse même la commune de Bargny. Les réactions fusent de partout et cette action a fait boule de neige »*, a souligné Mme Kébé.

Engagée dans cette dynamique, le réseau a été sollicité par un partenaire pour une production de 2.000 bouteilles de détergents. Chaque semaine, le réseau doit livrer une centaine de bouteilles d'un litre de détergents. Pour y arriver, Mamy a élaboré un planning de travail pour permettre aux 300 membres des CDS de pouvoir travail-

ler quelques jours à tour de rôle.

Chiffre d'affaires de près d'1 million engrangé

Si cette collaboration a été saluée partout dans la commune, tout n'a pas été rose. En effet, souligne Mamy, une bonne partie de la production qui était destinée à la commercialisation reste entre leurs mains. Cette situation s'explique par le fait qu'il y'avait beaucoup de gestes de solidarité envers la population. « Même notre réseau qui fabriquait du détergent a bénéficié des largesses des bonnes volontés », confie-t-elle. Conséquent ! Le réseau éprouvait d'énormes difficultés pour écouler sa production qui reste jusqu'à présent entre leurs mains. Pourtant, indique la présidente, le réseau a de la clientèle. Il écoule ses produits dans les centres de santé, dans les écoles et structures étatiques implantées dans la commune. Malheureusement, certains établissements scolaires

étaient fermés et les autres structures ont reçu des dons des bienfaiteurs.

Malgré ses dysfonctionnements, le réseau a pu tirer profit de cette activité en engrangeant près d'un million de Franc Cfa. En effet, le carton de 12 bouteilles d'un litre était vendu à 4.200 F Cfa, soit 350 F Cfa l'unité. Ce montant a permis aux membres des CDS de souffler un peu et de pouvoir reprendre leurs activités. « Les AVA et les autres activités vont reprendre ce mois d'octobre. Les CDS doivent désormais s'adapter au contexte pour pouvoir survivre », a lancé Mamy.

Mais en fin stratège, elle suggère de collaborer avec le RENCAS pour écouler son produit. Cette initiative souligne-t-elle, permet aux différents membres de mutualiser leurs forces, mais aussi de renforcer leur lien de solidarité qui est le socle des calebasses. **A.GUEYE**

Conception et mise en œuvre du Projet FOCOMO

Pour la mise en échelle et l'autonomisation des calebasses de solidarité

Mettre en échelle et autonomiser les calebasses de solidarité déjà établis dans les programmes par les organisations partenaires. Tel est l'objectif global que s'est assigné le Programme Pays d'Action de carême Suisse au Sénégal. Aussi et pour assurer une atteinte parfaite de cet objectif deux composantes ont été définies. Il s'agit de la diffusion de l'approche calebasse de solidarité à travers la formation de nouveaux acteurs et l'institutionnalisation de l'approche calebasse de solidarité. Et à ce titre, un projet dénommé FOCOMO (Projet d'appui à la formation, à la communication et au monitoring des anciens partenaires) a été conçu et mis en œuvre.

La mise en œuvre de ce dit projet d'appui à la formation, à la communication et au monitoring des anciens partenaires relève en effet de trois constats. Le premier de ces constats étant, la forte demande d'organisations qui souhaitent être formées sur l'approche calebasse de solidarité alors que le nombre de partenaires au Sénégal ne peut pas être augmenté indéfiniment. Le second constat est relatif à la prolifération des calebasses de solidarité comme, entre autres, les calebasses de l'émergence, les calebasses de l'espoir. Ce qui est de nature à créer une forte confusion aux yeux de bon nombre d'acteurs. D'où la nécessité de clarifier davantage l'approche des calebasses de solidarité à travers une bonne communication. Le troisième et dernier constat tourne autour du défi consécutif au suivi des anciens partenaires. En effet, le programme s'est retiré au niveau de deux partenaires et un troisième devra suivre en fin d'année 2020. Or il est nécessaire de continuer d'avoir des informations/données sur les calebasses mis en place au sein de ces organisations dans le cadre du monitoring. Aussi le projet Focomo se veut pour contribuer à une meilleure atteinte des objectifs du Programme par Pays du Sénégal pour la période

2017-2024. Ce, à travers l'atteinte d'objectifs spécifiques tels que le renforcement des capacités d'autres partenaires en dehors du programme sur l'approche calebasse de solidarité, l'assurance d'une meilleure communication/visibilité sur l'approche calebasse de solidarité et enfin la collecte des données de suivi au sein des calebasses des anciens partenaires. L'atteinte de ces objectifs spécifiques devront, à mi parcours et à terme, se traduire par une meilleure compréhension de l'approche calebasse de solidarité par les acteurs du développement au Sénégal en dehors des partenaires du programme, l'exécution, le suivi et l'évaluation d'un plan d'action conçu à cet effet et l'intégration des données des anciens partenaires dans le monitoring du Programme par Pays du Sénégal. Tout un dispositif qui devrait permettre de toucher trois types d'acteurs cibles que sont les acteurs du développement socio-économique (agents des ministères, les services techniques locaux, les groupements de jeunes ou de femmes, les comités de gestion des écoles, entre autres), le grand public et enfin les calebasses des anciens partenaires comme l'UJAK, SAP-PATE et UGPM. A ce titre il a été retenu après de multiples rencontres d'échange et de

partage que la revue Nat-Bi (Naturelle-Biologique) sera utilisée comme support de communication dans le cadre du projet. Par conséquent, il est prévu d'avoir des numéros avec une périodicité bimensuelle. En outre le site internet sur la calebasse de solidarité avec les adresses www.calebasse-de-solidarite.sn et www.calebasse-de-solidarite.org a été validé. Cependant, il ne s'agira de créer deux sites internet, mais de créer un seul site avec une redirection à partir de la deuxième adresse.

Pour les formations, le plan d'actions suivant a été élaboré.

C'est ainsi qu'au cours de la période de décembre 2019 à Septembre 2020, trois numéros de la revue Nat-Bi ont été édités et partagés avec le grand public. Le premier a porté sur la mise en place du RENCAS (Réseau Nationale des Calebasses de Solidarité du Sénégal) et la Journée Nationale des Calebasse de Solidarité. Le deuxième numéro a porté sur la problématique de la subvention des intrants agricoles au Sénégal, de l'atelier de formation des partenaires sur le suivi-évaluation des projets et programmes de développement et enfin le fond COVID19 de riposte que AdC a mis à la disposition des OP au Sénégal. Quant au troisième et dernier numéro, il a

traité de la problématique des semences paysannes et surtout des stratégies que développent les OP pour préserver les semences paysannes tout en facilitant un accès équitable des producteurs/productrices à cette catégorie de semences agricoles.

Pour simplement dire que le projet FOCOMO est une réelle stratégie de mise en échelle de l'approche calebasse de solidarité comme instrument de lutte contre la Soudure et l'Endettement. En attestent les demandes de formation ou d'informations sur cet instrument. Au cours des 10 mois d'exécution de ce dit projet, un paquet d'activités très intéressantes ont été menées comme la formation sur l'approche calebasse, les visites d'échanges, l'édition de la revue Nat-Bi, le site internet, etc. Des résultats très importants ont été enregistrés. Cependant, malgré l'insistance, la convention de partenariat qui a été signée avec la direction régionale du ministère du développement communautaire, de l'équité Sociale et territoriale du gouvernement du Sénégal n'a pu se concrétiser. Néanmoins dans les prochains moments, il est prévu de poursuivre les formations, la communication et l'information avec la revue

Nat-Bi. Un guide à l'intention des formateurs du programme a été élaboré. Cet outil a pour

finalité de donner aux futurs utilisateurs du programme de formation une feuille de route.

Celle-là concerne les modalités de préparation, d'animation et de suivi/supervision des

différents modules ainsi que les points d'attention à prendre à compte. **S. DIENG**

Négociation et signature d'une convention de partenariat avec le MDCEST

Pour une meilleure intégration de l'approche calebasse de solidarité dans les politiques publiques sociales au Sénégal, nous avons discuté et négocié une convention de partenariat avec le Ministère du Développement communautaire, de l'Équité sociale et territoriale (MDCEST) à travers sa direction régionale au niveau de Thiès. Pour rappel le MDCEST a été créé le 07 avril 2019 avec le décret 2019-762 fixant la composition du Gouvernement. C'est un ministère qui est chargé de favoriser l'amélioration de la quali-

té de vie des populations, dans une dynamique de renforcement de la solidarité entre l'État et les collectivités territoriales, la société civile et les autres acteurs partenaires dans la mise en œuvre de la politique de Développement communautaire. Il promeut également l'action des services de l'État dans les axes et territoires frontaliers et la lutte contre les inégalités sociales et les fractures territoriales en développant des offres de services multisectoriels aux groupes vulnérables et veille à l'extension de la cou-

verture maladie universelle (CMU) et de la protection sociale des couches les plus défavorisées. En outre, le MDCEST participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques d'inclusion et de promotion de la cohésion et du développement des territoires et concourt à l'amélioration significative des conditions de vie des populations, à travers l'accès durable aux infrastructures et services socio-économiques de base, ainsi qu'à la création d'une économie locale pour un développement durable har-

monieux. La convention a été signée, mais sa mise en œuvre tarde à se réaliser. Deux raisons justifient cette situation selon le Directeur Régional du développement Communautaire Mr Gassama : des lourdeurs administratives au niveau du Ministère et la situation du COVID -19. Cependant, selon ce dernier, dès que la situation de la pandémie le permettra, les dispositions prises dans le cadre de la convention à savoir l'organisation des ateliers de formation seront réalisées. **S. DIENG**

Système de collecte des données

La coordination nationale initie ses organisations partenaires à la digitalisation

Le programme Pays d'Action de Carême (AdC) Suisse au Sénégal pour la période 2017-2024 a pour finalité d'accompagner l'autonomisation des calebasses de solidarité déjà établis à travers leur mise en réseau pour une durabilité de leurs actions/activités, le renforcement des thématiques du changement climatique, de l'agro écologie, des semences paysannes et du foncier et aussi sur les activités de plaidoyer et enfin la diffusion des stratégies du programme à travers le réseau des partenaires RENOLSE (Réseau national des Organisations de Lutte contre la Soudure et l'Endettement).

Au niveau du suivi du programme, le travail se fait à trois niveaux : Le suivi continu des indicateurs techniques du programme, qui sont collectés chaque trimestre par les OP et analysés par la coordination nationale, Le suivi annuel des indicateurs du programme pour le monitoring d'AdC et le suivi externe des deux indicateurs qui sont collectés au début (en 2016), à mi-parcours et à la fin du programme. Les indicateurs du suivi continu technique étaient élaborés en 2015 et adaptés en 2016. C'est des indica-

teurs sont collectés à tout moment par les animateurs/animateuses et sont envoyés trimestriellement à la coordination nationale.

Elaboration d'une maquette de saisie des indicateurs

En effet, jusqu'à 2018, la collecte de ces indicateurs était faite sur du papier. Chaque organisation partenaire dispose de la fiche de monitoring qui est renseignée régulièrement et d'une manière permanente par les animateurs avec les bénéficiaires. Ces fiches sont remontées chaque trimestre au niveau de la coordination. Cette

dernière assure la compilation et la mise en forme de ces données pour renseigner le système de suivi du programme pays.

En 2019, AdC à travers son département Suivi/Evaluation et gestion des connaissances a développé un outil digital dénommé KoBoCollect. Ce dernier permet à travers une application d'effectuer une collecte et une analyse électronique des données de suivi. Ce qui permet un gain de temps et une amélioration de la fiabilité des données de suivi. Conscient de la valeur ajoutée de cet outil, les respon-

sables du programme Sénégal (Chargés de Programme et Coordination nationale) ont décidé de tester cet outil dans le système de suivi du programme Sénégal. Ainsi un projet de digitalisation du suivi de la stratégie Calebasse de solidarité a été conçu et mis en œuvre pour une durée de dix-huit (18) mois (novembre 2019 à Avril 2020).

L'objectif visé à travers ce projet est de contribuer à une meilleure efficacité du suivi du programme AdC-Sénégal, de mettre en place un système digital de suivi partiel du programme

AdC-Sénégal.

Il s'est agi dans un premier temps de tester l'outil sur quelques aspects du programme notamment la calebasse de solidarité (particulièrement l'accès au crédit), l'agro-écologie et les semences paysannes. Ce projet test de digitalisation du système de suivi du PPP-Sénégal a porté uniquement sur la stratégie phare du programme à savoir la calebasse de solidarité. Cette dernière dans le cadre de la fiche de monitoring élaborée en 2016 est suivie à travers une trentaine d'indicateurs. En plus des indicateurs de la stratégie calebasse de solidarité, deux autres groupes d'indicateurs ont été définis à travers la maquette de saisie. Il s'agit de l'indicateur sur l'utilisation des semences paysannes et l'indicateur sur l'accès au crédit. Au total, il y a eu près de 70 questions qui ont été retenues et validées par la Chargée du programme Sénégal et la Coordination Nationale et Mr Beat Mandic du département Suivi et Gestion des Connaissances d'AdC. Deux questionnaires (une fiche de monitoring sur la calebasse de solidarité et une autre fiche sur le sondage des calebasses de solidarité) ont été stabilisés.

Animateurs et animatrices formés sur l'outil

Une fois que la maquette de saisie des données est confectionnée et validée par les différents acteurs, il a été question dans un deuxième temps de mettre à niveau les animateurs et animatrices des OP. Il s'est fait à travers un atelier de formation qui s'est déroulé à l'hôtel croissant magique. Cet atelier

qui a vu la participation de 36 de personnes (coordinatrice/coordonateur et 02 animatrices/animateurs), avait pour objectif spécifique de former des OP sur l'utilisation de l'outil KoboCollect. Spécifiquement, la formation consistait à leur expliquer comment utiliser cette application, comment l'installer dans leur téléphone portable (Android), comment télécharger les questionnaires, les remplir et comment l'envoyer au serveur.

Pour la collecte des données, l'ensemble des calebasses du programme ont été visitées. Par contre pour ce qui concerne l'utilisation des semences paysannes et l'accès au crédit ce sont seulement les personnes qui ont été interrogées lors de la situation de référence en 2016 qui ont été enquêtées. Au total, plus de 1500 calebasses de solidarité ont été enquêtées. Ce travail a mobilisé l'ensemble des équipes d'animation des différents OP du PPP-Sénégal. Pour bon nombre d'entre eux, cet outil ferait l'affaire. Face à l'efficacité de l'outil KoboCollect, les animateurs et animatrices ont pris l'engagement d'effectuer ce travail de collecte une fois rentrés dans leur zone respective. Au cours de la rencontre des partenaires organisée en février 2020, il a été demandé aux OP de donner leurs appréciations de l'utilisation du KoboCollect. En termes d'avantages, dans l'ensemble, tous les OP ont apprécié l'outil en termes de performance, d'utilité et d'efficacité dans leur travail. Leur réaction est unanime : Gain de temps lors des enquêtes, amélioration nette du système de suivi régulier



Animatrices et animateurs en plein test

des CDS, accessibilité et utilisation facile de l'outil, sécurité des données, bonne planification de suivi des CDS, collecte des données plus facile et fiabilité et crédibilité des données.

Le COVID-19, un frein à l'expansion

Cependant, quelques limites ont été notées comme : l'impossibilité de corriger certaines erreurs après l'envoi, la non adaptation de l'outil avec certaines marques de téléphone (le cas des marques iPhone). Des difficultés sont toujours observées chez certains animateurs ou animatrices. Les animateurs et animatrices des OP ont des niveaux de compréhension différents mais dans l'ensemble, ils maîtrisent parfaitement KoboCollect. Fort de ce constat, ils l'ont jugé comme étant un excellent outil de travail. L'autre contrainte a été l'avènement de la pandémie du COVID - 19. En effet, à cause de cette maladie les animateurs n'ont pas pu collecter les données sur le terrain sur la périodicité trimestrielle. Ainsi il est

prévu de le faire au mois de décembre 2020. Toutefois, les utilisateurs ont soutenu que la phase test a été une expérience enrichissante, une réussite totale.

Exploitation et analyse des données

Après la phase collecte des données, il a été procédé à l'exploitation et à l'analyse des informations recueillies. Ce travail a été réalisé au niveau d'AdC en Suisse par Mr Beat et la Chargée du programme Mme Vréni Jean Richard. Des tableaux, des graphes et diagrammes ont été utilisés pour illustrer les tendances enregistrées. Un accent particulier a été mis sur les évolutions temporelles.

Les résultats enregistrés ont été utilisés à trois niveaux. Il s'agit dans un premier d'informer les partenaires de l'évolution du programme en cours du Sénégal. Le second niveau consiste à renseigner le cadre de suivi annuel d'AdC pour le PPP du Sénégal. Enfin le dernier point vise à informer les autorités du travail d'AdC par le canal du RENOLSE. **A.G**

PROMOTION DES PRODUITS ECOLIQUES ET BIOLOGIQUES

Thiès inaugure son complexe SenBio

Le premier maillon de la chaîne manquante dans le processus du développement de la valorisation et de la promotion de l'agriculture biologique et écologique vient d'être posé à Thiès. Sous l'impulsion de l'Ong AgriBio Services et son partenaire du Centre Mampuya, la cité du rail a inauguré son complexe SenBio Sénégal. Lequel complexe composé d'une boutique et d'un restaurant bio se veut une entreprise locale spécialisée dans la commercialisation de produits biologiques, écologiques et naturels.

« Nous avons jugé nécessaire de tout mettre en œuvre pour que la collaboration entre les producteurs, les fournisseurs et les clients soit plus fluide dans les aspects logistiques et commerciaux que ce complexe SenBio va faciliter. Nous sommes là pour la promotion du consommer local ». Aboubakry Beye, directeur exécutif de l'Ong Mampuya, s'exprimait ainsi à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du complexe SenBio Sénégal. Lequel complexe se veut une entreprise locale spécialisée dans la commercialisation de produits biologiques et naturels. Pour simplement dire, une initiative dans le sens de contribuer au développement et à la promotion d'un système alimentaire axé principalement sur l'agriculture biologique et écologique. Surtout qu'il s'agira d'aller directement chez le producteur, acheter son stock pour venir l'exposer ici dans la cité du rail où le marché est en train de se développer au maximum. Etant entendu, note-t-il, qu'il s'agit là d'un challenge et d'un défi qu'il faudra savoir relever. « Nous sommes conscients que nous avons un long travail à accomplir. D'abord en Europe le bio a mis trois décennies pour se faire adopter par la population. Certains de nos détracteurs nous disent qu'ici cela va prendre le

double mais nous sommes déterminés avec des concepts nouveaux et modernes de réduire cet espace temps ». Amener les sénégalais à consommer local spécifiquement Et de poursuivre pour préciser qu'il s'agit, avec ce complexe qui n'est qu'à sa phase pilote, de la mise en œuvre d'un concept élaboré par Djibril Thiam de l'Ong AgriBio Services, il y a de cela trois ans, et que rien ne sera laissé au hasard pour en faire une réussite et créer en conséquence un trait d'union entre les fournisseurs, les producteurs et les clients. Ce qui devrait permettre aux populations l'accès, à moindre coût, à une alimentation beaucoup plus saine que celle issue de l'agriculture conventionnelle. Cet optimisme du directeur exécutif du centre Mampuya sera largement partagé par la responsable du complexe SenBio Sénégal, Aminata Sall Thiam. « C'est certes un défi à relever mais nous osons espérer que les objectifs que nous sommes assignés seront atteints. Car, en somme, il s'agit d'amener les sénégalais à consommer local spécifiquement à base de produits biologiques et écologiques. Les produits que nous proposons nous proviennent des producteurs et entreprises et des nationaux accompagnés par la fédération nationale



pour l'agriculture biologique, Fenab avec le label Bio Sénégal pour la certification de tous nos produits frais ». De ces produits labélisés que propose le complexe, elle citera, entre autres, le poisson, la charcuterie, des fruits et légumes, des produits ligneux-forestiers et des jus naturels. Et, pour elle, ce complexe de Thiès n'est que le premier maillon de la chaîne de distribution puisque leur volonté est de faire en sorte que toutes les villes du Sénégal puissent en disposer. L'occasion de cette cérémonie sera aussi mise à profit par Ibrahima Seck, coordonnateur de la Fédération nationale pour l'agriculture biologique, Fenab, pour se faire l'avocat de cette forme d'agriculture. Une forme d'agriculture qui se veut un système de production holistique et systémique intégrant l'agriculture, l'élevage, la foresterie et les ressources ha-

lieutiques mais qui peine à être intégrée dans les politiques agricoles de l'Etat. Et pourtant, fait-il noter, il s'agit d'un mode culturel qui prend en compte la protection de l'environnement sous toutes ses formes qu'il s'agisse de la santé humaine et animale, de la protection des écosystèmes, de l'équité ou de l'écologie. « Rien de ce que nous faisons ne doit avoir de conséquences néfastes pour l'homme, l'animal ou les écosystèmes. L'agriculture biologique est un projet de société à plusieurs dimensions avec comme base les pratiques paysannes traditionnelles ». Pour dire, poursuit-il, l'impérieuse nécessité qu'il y a aujourd'hui que l'Etat et ses partenaires au développement acceptent enfin d'intégrer l'agriculture biologique dans les politiques agricoles du pays. S. DIENG

COVID-19

L'Agriculture Écologique Biologique (AEB) comme système de production durable permettant une sécurité/souveraineté alimentaire et nutritionnelle

« *Quand on ne sait plus où on va, on retourne sur ses pas* »

L'homme se développe au détriment de la nature et cela n'est pas durable. Paradoxalement, l'homme sait qu'il ne peut vivre sans la nature, sans ses ressources. L'agriculture moderne a suffisamment montré ses limites à nourrir les populations tout en préservant leur santé et les ressources productives pour les générations futures. Il faut une approche multi-sectorielle, holistique et l'Agriculture Écologique Biologique représente une initiative qui apporte dans l'agriculture les dimensions de la durabilité, la biodiversité et les écosystèmes non perturbés, tout en produisant de la nourriture pour les populations. Ainsi elle se positionne comme étant un "Projet de Société" qui vise le développement durable. Lequel est l'épanouissement des populations et des communautés de base, sur le plan culturel, social, économique, écologique et politique. Pour dire que cette forme d'agriculture écologique biologique est l'alternative pertinente de développement durable pour faire face aux défis actuels de sécurité/sou-

veraineté alimentaire et nutritionnelle, d'adaptation au changement climatique, d'équité dans les rapports commerciaux et de cohésion sociale. Le développement durable sous-entend le droit d'usage mais aussi le devoir de prévoir les futurs usagers. Son implication est le passage de l'exploitation des ressources naturelles à la gestion de ces dites ressources. Le mouvement paysan en est conscient et s'engage dans la promotion de cette forme d'agriculture. L'agriculture écologique biologique est une façon innovante de concevoir des systèmes de production qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes. Elle les amplifie tout en visant à diminuer les pressions sur l'environnement en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en limitant au maximum le recours aux engrais de synthèse et aux produits phytosanitaires et à préserver les ressources naturelles comme, entre autres, l'eau, l'énergie, les éléments minéraux.... Il s'agit d'utiliser au maximum la nature comme facteur de production en maintenant ses capacités de renouvellement. Elle est un système agricole

qui met l'accent sur une gestion rationnelle des ressources naturelles (utilisation, conservation, renouvellement des sols, des eaux, des forêts, de la biomasse, des ressources halieutiques et animales). En somme, elle cherche à collaborer avec la nature, au lieu d'essayer de la dominer. L'agriculture Écologique Biologique pousse à une forte intensification des processus biologiques des systèmes agricoles, combinée à une bonne diversification des productions végétales et animales. Dans l'agriculture Écologique Biologique, le rôle de la biodiversité comme facteur de production est également renforcé ou restauré. En ce sens l'agriculture Écologique Biologique adopte une approche systémique dans la parcelle, dans l'exploitation familiale et au niveau du terroir. Elle s'appuie sur les connaissances traditionnelles des populations, mais s'enrichit aussi de techniques et des technologies modernes qui limitent les intrants externes notamment les intrants chimiques polluants et nocifs. A la place des engrais et des pesticides chimiques de synthèse, l'agriculture Écologique Biologique utilise

l'ensemble des énergies renouvelables et des matériaux biodégradables disponibles dans le milieu, pour la fertilisation des sols et utilise la lutte naturelle et intégrée dans le contrôle des parasites des cultures. En effet, en tant que système de production agricole, d'autoperpétuation d'espèces végétales et animales, elle permet aux paysans de mettre sur le marché à chaque période de l'année, des productions végétales et/ou animales à des prix rémunérateurs et équitables, et ceci, dans une démarche économe utilisant l'ensemble des énergies renouvelables disponibles dans le milieu tout en limitant les intrants externes. Aussi l'agriculture écologique et biologique est centrée sur l'exploitation familiale qui est le lieu où toutes les activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques se passent. Laquelle exploitation familiale est un ensemble de système de production composé de différents éléments en relation permanente. De ces éléments, le groupe familial, les ressources naturelles sur lesquelles la famille agit, le matériel agricole, les facteurs de production, les activités non agricoles et la

transmission de valeurs positives. Pour simplement dire que, basée sur l'exploitation familiale, l'agriculture écologique et biologique est un puissant moyen d'utilisation et d'intensification de la main d'œuvre, par conséquent d'emplois verts en milieu rural et de lutte contre la pauvreté.

Néanmoins, les systèmes d'agriculture écologique biologique sont complexes et s'insèrent dans une dimension beaucoup plus globale et holistique, allant de l'exploitation familiale à l'environnement international, en passant par le terroir, le niveau national et sous régional. Ainsi, pour une bonne réussite de l'agriculture écologique biologique, il est nécessaire de prendre en compte certains éléments.

De ces éléments, la première est celle qui veut les politiques de développement agricole et rural et les politiques sectorielles doivent donner la priorité à l'agriculture familiale agroécologique et prendre en compte le nouveau contexte national et international de cette forme d'agriculture. Cette politique n'exclut pas les autres formes d'agriculture mais elle les replace dans un ordre de priorité correspondant à des critères d'efficacité et d'équité concernant l'affectation des ressources publiques. Le second élément tourne autour de la nécessité de renforcer les zones d'expérimentation d'agriculture écologique et biologique des organisations paysannes engagées dans le domaine et

d'avoir de nouvelles initiatives agroécologiques. En troisième lieu, l'accompagnement du processus de génération des systèmes d'agriculture écologique biologique en mettant en place un environnement favorable pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays et des sous-régions. Mais aussi et surtout la définition par l'Etat et/ou les organisations sous régionales de politiques agricoles appropriées permettant à l'agriculture écologique biologique de se mettre en place et de se développer pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire et nutritionnelle du pays et des sous-régions. Un autre élément non moins important est

l'implication des services techniques de l'Etat, des ONG, des institutions de recherche et de conseil agricole dans le processus de génération des systèmes d'agriculture écologique biologique, qui exige des approches et des méthodologies participatives, mais aussi la prise en compte des dimensions sur le plan technique, environnemental, politique, institutionnel, culturel, social et économique, sera la clef de réussite de la Voie du développement de l'agriculture écologique biologique au Sénégal et en Afrique, permettant d'arriver à un développement agricole et rural durable...

Ibrahima Seck CNCR

*Extrait recueilli par
Sidy Dieng*

AGENDA

► ASSEMBLEE GENERALE RENOLSE

Le RENIOLSE (Réseau national des Organisations de Lutte contre la Soudure et l'Endettement) va organiser son Assemblée générale Ordinaire en mi-décembre 2020. Cette AG sera une occasion de renouveler les instances, de relancer les activités du Réseau et de développer des plans d'actions pour les années à venir.

► RENCONTRE DES PARTENAIRES À THIES

La coordination nationale d'Action de Carême Suisse au Sénégal organise du 10 au 13 novembre à Thiès une rencontre des partenaires sur le réseautage et le monitoring 2020. Cette rencontre regroupera l'ensemble des Organisations partenaires d'AdC. Elle sera animée par les responsables de la coordination nationale avec l'appui du RENOLSE..

APPEL À CANDIDATURE

SÉLECTION DE PRESTATAIRE/CONSULTANT (E)

La mission est de réaliser un travail d'évaluation au niveau de quatre Op travaillant dans quatre zones agroécologiques du pays. (Centre, Sud, Nord et Est). Il s'agira de voir au cours des trois dernières années les changements dans les conditions de vie et d'existence des membres de cales de solidarité induits par les projets des OP dans leurs zones respectives soutenus par Action de Carême (AdC). En plus de cela, la vie institutionnelle de ces 04 OP sera analysée. Les présents termes de références ont été rédigés pour la sélection de prestataire/consultant/consultante capables de réaliser un tel travail.

objectif:

- i. L'évaluation aura à dresser dans un premier temps un bilan critique des objectifs des projets : analyse des résultats, d'effets et d'impacts à court et à moyen termes ;
- ii. Elle procédera à un examen des points clés des modalités de mise en œuvre, des défis et des réussites qui ont conduit à des succès ou des échecs afin de permettre l'identification des leçons à retenir et de permettre une capitalisation des acquis ;
- iii. Elle appréciera la pertinence et le niveau de fonctionnement de la structure organisationnelle interne des OP pour mener les missions qui leurs sont confiées par leurs membres.
- iv. Elle formulera des propositions sous forme de recommandations pour la mise en œuvre des projets/programmes des OP partenaires et la vie institutionnelle de ces dernières.

Les résultats de l'évaluation s'adresseront prioritairement aux OP et à AdC en tant que bailleur de fonds de leurs projets/programmes, mais vont servir également les groupes cibles impliqués dans le changement, les parties prenantes et enfin toute institution concernée et lecteurs intéressés.

Au terme de la consultation, les principaux livrables à remettre à AdC sont les suivants :

1. Un rapport préliminaire (Inception Report)
2. Un rapport final (3 exemplaires physiques, une copie électronique) de maximum 60 pages (sans les annexes)
3. Une copie des tableaux ayant servis à l'analyse
4. Une clé USB de la base des données avec toutes les données brutes sous Access
5. Une présentation PowerPoint reprenant les principaux résultats de l'étude d'évaluation
6. Une restitution des résultats préliminaires est faite à l'équipe des OP partenaires, des bénéficiaires et de la Coordination Nationale d'AdC-Sénégal.

l'évaluateur est appelé à visiter les régions suivantes du Sénégal :

- ☛ ALSE, région de Sédhiou, département de Bounkiling
- ☛ Bamtaree, région de Saint-Louis, département de Podor
- ☛ ADK région de Thiés, département de Thiés
- ☛ UCEM, région de Kaffrine, département de Kounghoul

Calendrier: L'évaluation devra être organisée entre le 10 janvier au 10 Mars 2021

Offres techniques et financières:

L'évaluateur/cabinet devra soumettre à AdC par email son offre technique et financière avec Calendrier de mise en œuvre au plus tard le **Dimanche 22 Novembre 2020** aux adresses suivantes : jean-richard@fastenopfer.ch, Jander@fastenopfer.ch, thiam@fastenopfer.org, wade@fastenopfer.org

Les propositions techniques de 8 pages maximum sans annexe devront comprendre :

- Méthodologie proposée
- Composition de l'équipe,
- CV du / des membres de l'équipe d'évaluation,
- Expérience passée d'évaluation de projets de lutte contre l'insécurité alimentaire,
- Budget détaillé de l'offre (le budget devra être présenté sous format Excel avec une indication des rubriques suivantes : honoraires, frais de déplacement, frais de logement, frais d'évaluation, autres)

Le budget total de l'évaluation ne devrait pas dépasser 10.000.000 FCFA (analyse – collecte et traitement de données – rapport final – atelier de restitution/validation).

Profil du prestataire: Le prestataire peut être :

- un regroupement de consultants individuels experts nationaux ou un regroupement de chercheurs ou institution de recherche
- Un Cabinet ou Bureau d'étude

Le prestataire devrait présenter parmi les personnes ressources affectées à la prestation :

- De l'expertise en évaluation, en termes d'expérience et de références ;
- De bonnes connaissances en matière d'évaluation des actions promouvant le droit à l'alimentation ;
- De solides expériences en méthode de collecte et d'exploitation des données qualitatives; des expériences pratiques sur la mise en œuvre des enquêtes en milieu urbain et rural ; Une maîtrise des logiciels de traitement des données statistiques ; d'excellentes capacités de rédaction, d'analyse et de synthèse en français ;
- Bonnes connaissances du contexte de la soudure et de l'endettement au Sénégal; de sens de discrétion et de capacité d'écoute.